

LE BLÉ

RÉPARTITION DES VERSEMENTS SUR LES LIVRAISONS—IMPÔT SUR LE REVENU

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. A. MacKINNON (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, je crois comprendre que, pendant mon absence de la Chambre hier, l'honorable député de Melfort (M. Wright) a posé une question concernant la répartition des versements sur le blé aux fins de l'impôt sur le revenu. Je n'ai jamais laissé entendre, lorsque j'ai abordé ce sujet, que le ministre du Commerce formulerait une telle déclaration. Elle serait beaucoup plus opportune si elle venait du ministre du Revenu national (l'honorable M. McCann) ou du ministre des Finances. De toute façon, puisque cette question touche au programme du Gouvernement, je ne saurais y répondre maintenant.

DISCOURS DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

La Chambre passe à la suite de la discussion suspendue le jeudi 21 mars, sur la motion de M. Fernand Viau, tendant à voter une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, sur l'amendement de M. Bracken et sur le sous-amendement de M. Coldwell.

M. ANGUS MacINNIS (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, le discours du trône expose d'habitude dans ses grandes lignes le programme du Gouvernement pour la session. En entendant Son Excellence lire son discours à l'ouverture du Parlement, j'ai pensé qu'il vaudrait mieux que le peuple canadien ne s'attendît pas à grand'chose cette année car, si le programme du Gouvernement n'est pas plus chargé que le discours, de trop grands espoirs seraient déçus. Le discours de l'an dernier notait que nous construisions un monde nouveau. Comme nous n'avions pas terminé ce travail l'an dernier, j'ai cru que le discours de cette année laisserait entendre que nous le continuerions. Mais le discours ne mentionne rien en ce sens. Il ne parle pas du merveilleux monde nouveau. De fait, il semble que le discours soit l'œuvre de nègres dont l'esprit se tourne vers l'ancien monde plutôt que du côté d'un univers neuf.

Je représente une circonscription ouvrière et, comme je suis mêlé depuis de longues années aux mouvements ouvriers et aux syndicats de travailleurs, je veux exprimer les aspirations et les craintes des ouvriers, non seulement de ma circonscription, mais du Canada tout entier, telles qu'elles m'apparaissent. Les travailleurs s'inquiètent surtout aujourd'hui du chômage.

Ils ont peur que nous revenions à l'état de choses d'avant 1939, et j'ose penser que d'autres classes de citoyens partagent cette appréhension.

Lorsque le premier ministre (M. Mackenzie King) a répondu à la critique sur le chômage formulée lundi dernier par le chef de l'opposition, il a écarté les observations de l'honorable député en disant: Malgré les lacunes de nos programmes d'embauchage, le Canada est, en ce moment, dans une situation plus enviable que celle de tout autre pays de l'univers.

Une VOIX: Très bien!

M. MacINNIS: L'honorable député s'écrie: Très bien! Le premier ministre a ensuite comparé la situation du pays aux conditions qui règnent au Royaume-Uni, en Belgique, en Hollande et ailleurs en Europe. De tels sophismes prennent pour axiome la question à prouver, car il est impossible d'établir un rapprochement entre les circonstances qui existent au Canada et celles que l'on trouve au Royaume-Uni et dans les pays d'Europe. La guerre a ruiné l'économie de l'Europe presque entièrement, et si celle du Royaume-Uni a survécu au conflit, elle a été totalement affectée aux fins de la guerre. Le même conflit, toutefois, a rendu le Canada plus puissant et plus riche qu'auparavant et lui a permis de subvenir plus amplement que jamais aux besoins de la population. Il est donc ridicule de comparer la situation actuelle du Canada aux conditions qui règnent ailleurs dans l'univers. La république d'outre-frontière est peut-être le seul pays avec lequel nous puissions établir un rapprochement. C'est un fait qu'en ce moment, le chômage est très répandu parmi nous. J'exhorte le premier ministre (M. Mackenzie King) et les autres membres du Cabinet à ne pas traiter cette question avec une trop grande désinvolture, car elle inquiète vivement 263,000 chômeurs dont il est question dans le dernier rapport et les gens qui ignorent quand ils seront mis à pied. Le chiffre de 263,000 n'est peut-être pas alarmant en soi, mais il l'est si l'on songe que nos produits sont très nécessaires à l'univers et au Canada.

Je reconnais que le chômage n'a pas encore pris beaucoup d'ampleur, c'est-à-dire, que nous ne sommes pas en proie à la détresse générale des années trente. Cela résulte des précautions que nous avons prises; la population peut compter sur les prestations d'assurance-chômage, sur les économies pratiquées pendant la guerre, lorsque le travail abondait, sur la solde militaire, et ainsi de suite. De telles ressources, même si elles sont considérables, s'épuiseront et ne serviront que de bouchetrous. Les travailleurs s'inquiètent moins du